



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Académie d'Aix-Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Accord-cadre de fournitures **maintenance et installation
d'équipements**

Pour des **fablabs de lycées professionnels**

De la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

MARCHE N°2025-001

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1- Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
4.1 - Obligations et garanties du Titulaire à l'égard de l'Acheteur	6
4.2.- Assistance au responsable du traitement	8
4.3 - Notification de violations de données à caractère personnel	8
4.4 – Registre des activités de traitement	9
4.5 – Non-respect des clauses de résiliation	9
4.6 – Sort des données	10
5 - Durée et délais d'exécution	10
5.1 - Durée du contrat	10
5.2 – Reconduction	10
6 – Prix	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
6.2 - Modalités de variation des prix	10
7 - Garanties Financières	11
Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée	11
8 – Avance	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement	11
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des co-traitants	12
9.5 - Paiement des sous-traitants	12
10 - Conditions d'exécution des prestations	12
11 - Développement durable	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12.1 – Vérifications	13
12.2 - Décision après vérification	13
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
14 – Pénalités	13

14.1 - Pénalités en cas de non-respect du délai de livraison des produits	13
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	13
15 – Assurances.....	14
16 - Clause de réexamen.....	14
17 - Résiliation du contrat.....	14
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	14
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
18 - Règlement des litiges et langues.....	15
19 – Dérogations.....	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1- Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La fourniture, la maintenance et l'installation d'équipements de fablabs.

Dans le cadre de l'action 3 "Connected fablab" du projet I-NOVMICRO #2 (programme France 2030, Compétences et métiers d'avenir), le groupement d'intérêt public de la formation continue et de l'insertion professionnelle (GIP-FCIP) de l'académie d'Aix-Marseille est mandaté pour le compte de 12 lycées équipés de FABLAB afin de passer un marché public pour l'acquisition des fournitures nécessaires à l'équipement de ces structures.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation et montant maximum en quantité
1	Ligne de production dosage-sérigraphie-placement CMS-refusion (155 000 € HT)
2	Ligne de production brassage et réparation (61 000 € HT)
3	Ligne de contrôle (91 000 € HT)
4	Imprimantes 3D (80 000 HT)
5	Scanner 3D (55 000 €)
6	Gravure (145 000€ HT)

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 587 000 euros est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur par mail. Le GIP FCIP Académie d'Aix-Marseille adressera au titulaire, soit un bon de commande validé par le représentant du pouvoir adjudicateur, soit le numéro du bon de commande qui fera l'objet d'une confirmation ultérieure par l'envoi d'un bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro de Siren ou de Siret ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Le numéro de du compte bancaire ou postal du titulaire ;

- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant HT, le taux et le montant de la TVA légalement applicable ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors du marché et directement lié au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- La date de facturation
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

La durée maximale d'exécution de chaque bon de commande est de 1 an.

L'émission de ce bon de commande ou la communication du numéro du bon de commande par une personne habilitée du GIP FCIP Académie d'Aix-Marseille, autorise le titulaire à émettre le billet s'y rattachant.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives du port fait seule foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé dans les archives du port fait seule foi
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le document devis avec des quantités estimatives (DQE)
- Le mémoire technique
- Les bons de commandes au fur et à mesure de leur émission

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG FCS.

Le titulaire doit informer ses co-traitants et/ou ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du GIP-FCIP (qualifiable juridiquement de responsable de traitement au sens du Règlement visé ci-après) les opérations de traitement de données à caractère personnel rendues nécessaires pour l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le Titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment :

- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et ses décrets d'application ;
- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dénommé sous les présentes « RGPD »).

4.1 - Obligations et garanties du Titulaire à l'égard de l'Acheteur

Le Titulaire assure détenir les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin que le traitement de données réponde aux exigences des lois et règlements en vigueur en matière de protection des données.

▪ **Instructions :**

- a) Le Titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée de l'Acheteur, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder autrement en vertu du droit de l'Union ou du droit français. Dans ce cas, avant le traitement, le Titulaire doit informer l'Acheteur de l'obligation juridique, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public.
- b) Si, selon le Titulaire, une instruction donnée par l'Acheteur constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions légales ou réglementaires, il a l'obligation de l'en informer immédiatement.

▪ **Limitation de la finalité :**

Le Titulaire traite les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché, telle(s) que définie(s) aux présentes, sauf instructions complémentaires de l'Acheteur.

▪ **Durée de traitement des données :**

Le traitement par le Titulaire n'a lieu que pendant la durée d'exécution du marché.

▪ **Sécurité du traitement :**

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services liés à l'exécution du marché, les principes de protection des données par défaut et dès la conception du traitement.

- a) Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, conformément au RGPD en son article 32, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - La mise en place de procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
 - Des mesures d'identification et d'autorisation du/des utilisateur(s) ;
 - Des mesures de protection des données pendant la transmission et le stockage ;
 - Des mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées ;
 - Des mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;
 - Des mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ;
 - Des mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ;
 - Des mesures de certification/assurance des procédés et produits ;
 - Des mesures visant à garantir la minimisation des données ;
 - Des mesures visant à garantir la qualité des données ;
 - Des mesures visant à garantir une conservation limitée des données ;

- Des mesures visant à garantir la responsabilité ;
 - Des mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement
 - Toutes les mesures de sécurité complémentaires à celles visées supra.
- b) Le Titulaire n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du ou des traitements que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché. Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

▪ **Données sensibles :**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

▪ **Documentation**

- a) Le Titulaire traite de manière rapide et adéquate les demandes de l'Acheteur concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- b) Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées sous les présentes et découlant du RGPD. A la demande de l'Acheteur, le Titulaire permet également la réalisation d'audits des activités de traitement réalisées dans le cadre des présentes et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsque l'Acheteur décide d'un examen ou d'un audit, il peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du Titulaire.
- c) L'Acheteur peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du Titulaire et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- d) Seul l'Acheteur est autorisé à mettre à la disposition de la CNIL, dès que cette dernière en fait la demande, les informations énoncées sous la présente clause et que l'Acheteur jugera pertinentes, y compris les résultats de tout audit. Cette disposition ne concerne pas les informations que le Titulaire aurait pour obligation de transmettre à la CNIL, en vertu de la loi ou d'un texte réglementaire.

▪ **Recours à des sous-traitants ultérieurs (au sens du RGPD)**

Le sous-traitant ultérieur, au sens du RGPD, est celui à qui le Titulaire peut faire appel pour mener des activités de traitement spécifique relatif aux données à caractère personnel, sous réserve des conditions ci-après.

- a) En cas de recours éventuel à un ou plusieurs sous-traitant(s) ultérieur(s) (au sens du RGPD), pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire doit expressément et préalablement recueillir l'autorisation de l'Acheteur.
- b) Dans ce cas, le Titulaire s'engage à intégrer dans le contrat les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD, et à faire respecter par le sous-traitant ultérieur les dispositions prévues aux présentes. La demande d'agrément du sous-traitant ultérieur devra également comporter en Annexe l'engagement en matière de protection des données à caractère personnel au titre du RGPD, complété et signé par le sous-traitant ultérieur.
- c) Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Acheteur de l'exécution des obligations par le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe l'Acheteur de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- d) Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle, dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur, et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

▪ **Transferts internationaux**

Le Titulaire s'engage à traiter et héberger les données à caractère personnel en France ou dans un Etat membre de l'Union Européenne.

Dans le cas où le Titulaire serait tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement l'Acheteur (par e-mail : dpd@ac-aix-marseille.fr et par courrier RAR) de cette obligation juridique, et ce, avant tout traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Si le Titulaire est amené, dans le cadre de l'exécution du marché, à traiter des données à caractère personnel hors UE, il s'oblige à recueillir l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

4.2.- Assistance au responsable du traitement

- a) Le Titulaire informe sans délai l'Acheteur de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Le Titulaire se conforme aux instructions de l'Acheteur.
- b) Le Titulaire prête assistance à l'Acheteur pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b) du présent article, le Titulaire se conforme aux instructions de l'Acheteur.
- c) Le Titulaire aide l'Acheteur à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - 1. L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
 - 2. L'obligation de consulter la CNIL ou l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement, lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si l'Acheteur ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
 - 3. L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai l'Acheteur, si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
 - 4. Les obligations prévues à l'article 32 « sécurité du traitement » du RGPD.

4.3 - Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le Titulaire coopère avec l'Acheteur et lui prête assistance, aux fins de la mise en conformité, avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire.

▪ **Violation de données en rapport avec des données traitées par l'Acheteur :**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par l'Acheteur, le Titulaire lui prête assistance :

- a) Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente ou aux autorités de contrôle compétentes, dans un délai maximum de 48h après que l'Acheteur en a eu connaissance le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- b) Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33 paragraphe 3 du RGPD, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - 1. La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif des personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2. Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

3. Les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre, pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- c) Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGPD, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

▪ **Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant :**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Titulaire, celui-ci doit notifier à l'Acheteur cette violation de données dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à l'adresse suivante : dpd@ac-aix-marseille.fr et par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification contient au moins :

- a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif des personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

4.4 – Registre des activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit (y compris sous la forme électronique) un registre des activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur, en conformité avec l'article 30 du RGPD.

4.5 – Non-respect des clauses de résiliation

- a) Sans préjudice des dispositions du RGPD, en cas de manquement du Titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, l'Acheteur peut donner instruction au Titulaire de suspendre le traitement de données à caractère personnel, jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le marché soit résilié. Le Titulaire informe rapidement l'Acheteur s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b) L'Acheteur est en droit de résilier le marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
 1. Le traitement de données à caractère personnel par le Titulaire a été suspendu par l'Acheteur, conformément au point a) du présent article et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 2. Le Titulaire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
 3. Le Titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

4.6 – Sort des données

Dans un délai maximum d'un mois à compter du terme ou de la résiliation du marché, le Titulaire supprime, selon le choix de l'Acheteur, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte de l'Acheteur, certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel à l'Acheteur et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps.

Dans le cadre de la destruction des données, le Titulaire du marché est tenu d'en confirmer son effectivité par écrit auprès de l'Acheteur et, dans la mesure du possible, d'en justifier la destruction.

Le Titulaire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixées à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 – Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires inscrits au Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Les prix sont ré-actualisables annuellement à date anniversaire du marché.

6.2 - Modalités de variation des prix

Sur demande du titulaire, une révision des prix pourra ainsi être effectuée conformément à la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(\alpha + \beta \times \frac{I}{I_0} \right)$$

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant du bon de commande et doit être totalement remboursé lorsque ce montant atteint 70 %.

L'avance est remboursée automatiquement par des déductions sur les paiements ultérieurs dus au titulaire, qu'il s'agisse d'acomptes ou du solde final.

L'avance n'est pas définitive et reste à rembourser par le titulaire jusqu'à la clôture financière du contrat.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur

le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **181 337 130 00023**
- Un numéro d'engagement juridique (EJ) du GIP qui apparaîtra sur le bon de commande.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de réception du bon.

L'attributaire devra fournir, chaque semestre, une version mise à jour du catalogue des produits disponibles, en précisant les caractéristiques techniques, les performances et les prix unitaires des équipements proposés.

Tout produit obsolète sera retiré du catalogue et remplacé par une référence équivalente ou supérieure sans surcoût, sauf accord spécifique avec le pouvoir adjudicateur.

La mise à jour des spécifications techniques ne doit pas entraîner une hausse systématique des prix, sauf en cas de justification préalable et acceptation par l'acheteur public.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit. Nous veillerons à ce que les candidats soient engagés dans une démarche de développement durable, dans le cadre d'action de recyclage, de tri des déchets, et de participation à la réduction de leur empreinte environnementale.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 – Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 – Pénalités

14.1 - Pénalités en cas de non-respect du délai de livraison des produits

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités de retard.

Le GIP FCIP de l'académie d'Aix-Marseille se réserve le droit d'appliquer, toutes ou partie des pénalités en cas non-respect du délai de livraison des produits.

Ces pénalités seront calculées par application d'un montant forfaitaire de 10€ (dix euros) par heure de retard à compter de l'expiration du délai prévu à l'article 10 du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un réexamen en cas de modification substantielle de l'environnement économique ou réglementaire, dès lors que ces changements impactent significativement l'exécution ou l'équilibre financier du contrat.

Procédure de réexamen :

- La demande de réexamen peut être initiée par l'une ou l'autre des parties.
- Elle doit être adressée par écrit avec les justificatifs nécessaires pour examiner les conditions d'adaptation.
- Le pouvoir adjudicateur se prononce dans un délai de 15 jours suivant la réception de la demande. En l'absence de réponse, la position du pouvoir adjudicateur est réputée acceptée par défaut.

Modalités de modification :

- Les modifications approuvées feront l'objet d'un avenant au contrat.
- Le réexamen ne suspend pas l'exécution des prestations en cours, sauf accord spécifique entre les parties.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en

application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services